

The Sochi Project

Les photos que nous publions en exclusivité dans ce numéro sont issues du travail du Néerlandais Rob Hornstra. Avec le documentariste Arnold van Bruggen, il a travaillé pendant cinq ans sur l'impact de l'organisation des Jeux de Sochi sur les populations de la région du Caucase du Nord. Leurs portraits, paysages et histoires présentent l'envers du décor qu'athlètes, journalistes et visiteurs n'auront pas forcément le loisir de voir ou d'entendre pendant la compétition.

« An Atlas of War and Tourism in the Caucasus »
(Aperture, 392 p., 59 €).
www.thesochiproject.org



A Khasavyurt, au Dagestan, en 2012, capitale de la lutte, pourvoyeuse de médailles aux Jeux olympiques... d'été.

Les Jeux de Prométhée

SOTCHI 2014 | J-27

Pour organiser ses JO d'hiver sur les bords de la mer Noire et sécuriser une région explosive, Vladimir Poutine a dû mener des travaux titanesques. Il détient déjà la palme des Jeux les plus chers et les plus controversés, sur fond de corruption et d'exploitation

BRUNO LESPRI

Le 4 juillet 2007, dans la torpeur de Guatemala City, se déroule la 119^e session du Comité international olympique (CIO). À l'ordre du jour, l'attribution des 27^e Jeux olympiques d'hiver prévus en 2014. Emporté par les accords grandioses du premier concerto pour piano de Tchaïkovski, le président russe Vladimir Poutine s'élance vers la tribune pour défendre la candidature de son pays. Celle-ci a été décrétée enjeu national par le maître du Kremlin. La ville retenue est Sochi, station balnéaire sur les bords de la mer Noire, reculée pour l'édition 2002. « Un endroit unique, martèle Poutine. Sur le rivage, on profite d'une belle journée de printemps, mais là-haut, dans les montagnes, c'est l'hiver. Je suis allé skier là-bas il y a six ou sept semaines et je sais que de la vraie neige est garantie. » Plus que par cette dualité géographique, les membres du CIO sont impressionnés par la somme qu'annonce le prétendant : 12 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros), du jamais-vu pour les Jeux d'hiver. Depuis, la facture aurait au moins quadruplé, dépassant 36 milliards d'euros, ce qui permet à Sochi de battre le record olympique, toutes saisons confondues, détenu par Pékin en 2008 (26 milliards d'euros).

Avant même leur inauguration, le 7 février, ces Jeux, les premiers organisés par la Russie en hiver, sont entrés dans l'Histoire comme les plus chers et les plus controversés. C'est leur démesure revendiquée qui a séduit le CIO en éliminant les deux autres concurrents, la vieille Salzbourg (Autriche) et Pyeongchang. Depuis, la cité sud-coréenne a obtenu l'édition 2018, année où la Russie accueillera un événement encore plus gigantesque, le Mondial de football, dont le budget – provisoire – est déjà passé à 21 milliards d'euros. Sochi sera une des villes hôtes grâce à son stade flamboyant neuf de 40 000 places, Ficht (du nom du sommet culminant à 2 868 mètres au-dessus de la ville), réservé pour les Jeux aux seules cérémonies d'ouverture, de clôture et de remise de médailles. En octobre 2014 renaîtra au parc olympique le Grand Prix automobile de Russie, dont le précédent remonte à 1914, dans la Saint-Petersbourg tsariste.

Qualifiés par Poutine de « plus grand événement de l'histoire post-soviétique », ces Jeux s'inscrivent ainsi dans une offensive de grande

ampleur pour organiser des compétitions internationales, lancée en août 2013 avec les Mondiaux d'athlétisme à Moscou. Le pays avait été inexistant depuis les JO d'été de 1980, organisés dans la capitale.

Les dépenses pharaoniques de Sochi s'expliquent d'abord par l'absence d'infrastructures. Auteur avec son compatriote photographe Rob Hornstra du *Sochi Project*, enquête entamée en 2009 et montrant l'impact de la préparation des Jeux sur le Caucase du Nord, le documentariste néerlandais Arnold van Bruggen s'est rendu onze fois à Sochi. « À l'emplacement du site olympique, témoigne-t-il, se trouvait un ancien sovkhos. Il a fallu tout construire, jusqu'au moindre détail, ce qui serait sans doute impossible dans n'importe quel autre pays. Les Russes sont fiers de faire étalage de leurs compétences particulières pour dompter la nature. » Le relais de la flamme olympique, depuis octobre 2013, en a offert un avant-goût. Elle a été propulsée dans l'espace, à séjourné au pôle Nord à bord d'un brise-glace nucléaire, avant de plonger dans les profondeurs du lac Baïkal puis de gravir le sommet du mont Elbrouz, dans le Caucase.

Ce n'est pas la première fois qu'un site olympique est bâti ex nihilo. Ce fut le cas à Squaw Valley, en Californie, en 1960. Mais les standards ont changé. Ce projet prométhéen (du nom du héros de la mythologie grecque enchaîné sur le mont Caucase) semble une partie de SimCity jouée dans le monde réel. Réputée pour ses sanatoriums de l'ère soviétique, la localité de 370 000 habitants est devenue, selon Dmitri Tchernyachenko, le président du comité d'organisation, « la plus grande chantier au monde ».

« Je n'ai jamais vu autant de choses se construire en même temps en Europe », rapporte Remy Charmetant, membre de la commission de coordination du CIO. C'est plusieurs Roissy en même temps. L'effort est faramineux. Outre le stade Ficht ont été édifiés le parc olympique, deux arènes pour le hockey, deux pour le patinage et une (la seule démontable) pour le curling. Le site montagnard, autour du village de Krasnaya Poliana, distant d'une cinquantaine de kilomètres, a été métamorphosé par l'ouverture du centre alpin de Rosa Khutor. Il est relié par l'autoroute la plus chère au monde (une quatre-voies estimée à 6 milliards d'euros), doublée d'une nouvelle ligne de chemin de fer. S'ajoutent à ces infrastructures un aéroport international et un port commercial.

Pour signifier la folie du sport moderne, une comparaison s'est vite imposée avec l'aberra-

tion qu'est l'attribution du Mondial 2022 au Qatar. D'autant que Sochi se situe en zone subtropicale, avec treize jours enneigés en moyenne dans l'année. En février, la température moyenne tourne autour de 6 °C. « Les conditions météorologiques étaient affreuses, a raconté le skieur freestyle Kevin Rolland à son retour d'une étape de Coupe du monde, en février 2013. C'était la saison des pluies et il n'y avait aucune glisse. Après, il s'est mis à neiger, il y avait du brouillard et on ne voyait rien. Si c'est comme ça pendant les Jeux, ce sera la compétition la plus pourrie de l'Histoire ! Le choix de Sochi n'a pas été fait pour le sport, ce n'est qu'une question de business et c'est dommage. » Rémy Charmetant est moins alarmiste : « La situation géographique fait songer à la ville de Nice, avec des palmiers en bord de mer et la montagne à proximité. Mais la neige n'est pas la

« C'est une arnaque à une échelle qui surpasse le programme insensé de Khrouchtchev de planter du blé dans la Russie arctique »

BORIS NEMTSOV
ancien vice-premier ministre

même que sous des climats continentaux. C'est principalement une neige de production, très solide et qui tient mieux au passage des skieurs. » Des chutes providentielles permettent aux organisateurs de disposer de 1 million de mètres cubes de neige.

Coauteur en mai 2013 d'un rapport intitulé « Les Jeux d'hiver dans les subtropiques », Boris Nemtsov, qui est originaire de Sochi et a été vice-premier ministre de la Russie en 1997-1998, a établi un parallèle avec l'histoire nationale : « C'est une arnaque à une échelle qui surpasse le programme insensé de Nikita Khrouchtchev de planter du blé dans la Russie arctique, ou les projets de Leonid Brejnev de détournement de fleuves sibériens. » Ce qui a surtout été détourné, selon lui, ce sont 20 milliards d'euros (estimation faite à partir d'une

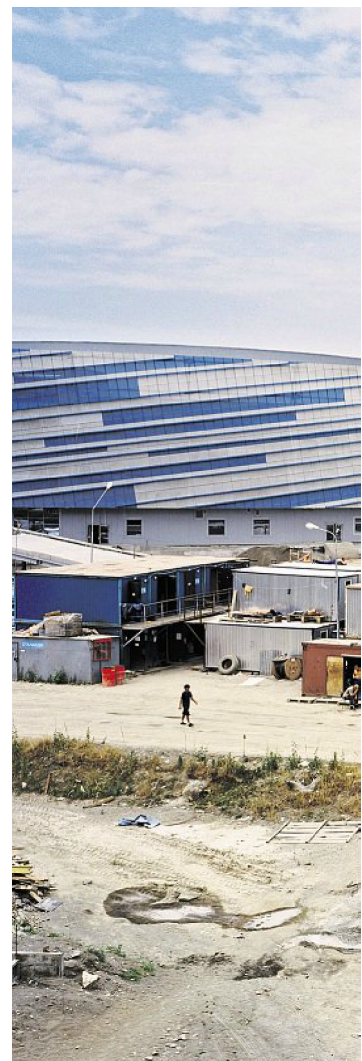
projection peu rigoureuse), au profit des trois principaux investisseurs : le conglomérat d'Etat Olympstroy ; les sociétés des frères Rotenberg, amis d'enfance de Poutine ; et la compagnie publique des chemins de fer, dont le patron, Vladimir Yakouline, est aussi un proche du président.

En mars 2013, la Cour des comptes russe a épinglé Olympstroy pour 388 millions d'euros de surcoûts injustifiés. « Un entrepreneur local nous a expliqué comment la corruption fonctionne généralement », relate Rob Hornstra et Arnold van Bruggen. À Moscou, un contrat lucratif est soumis à appel d'offres et remporté par une société proche du régime. Celle-ci cherche ensuite des moyens pour faire réaliser les travaux par des sous-traitants, souvent turcs, qui sont moins chers et plus efficaces. La différence est empoignée par la société.

Un mois plus tôt, un scandale éclaté au sommet. Le vice-président du comité olympique russe, Akhmed Bilalov, a été brutalement limogé après avoir été humilié devant les caméras de télévision par Vladimir Poutine qui l'a tancé sur un ton sarcastique : « Bravo, vous travaillez bien ! » Lui ont été reprochés le retard dans la construction du complexe de saut à skis et ses « dépenses infondées » (les coûts auraient été multipliés par huit). Le dirigeant déchu s'est enfui en Allemagne et a affirmé avoir été empoisonné au mercure.

Au même moment, l'ONG Human Rights Watch avait publié un rapport accablant sur « l'exploitation » des ouvriers (jusqu'à 60 000 ont pu travailler simultanément), citant des cas multiples de sous-paiement et même de non-paiement des salaires, d'absence de contrat de travail, de non-respect des normes de sécurité, de confiscation de passeport, et d'expulsion après détention. Les travailleurs venus d'Arménie, d'Ouzbékistan ou du Tadjikistan auraient été payés en moyenne 1,50 euro de l'heure.

Ces réalités n'ont pas freiné l'enthousiasme du CIO. Jean-Claude Killy, le président de la commission de coordination, a salué « des travaux herculéens », en précisant toutefois que le budget de fonctionnement de Sochi 2014 (1,5 milliard d'euros) était comparable à celui de Vancouver 2010. Seuls ce poste et les 6,6 milliards d'euros dévolus aux équipements sportifs sont à mettre à l'actif des Jeux, pour le CIO. Le reste, gabegie comprise, a pour « enjeu le développement des sports d'hiver dans ce pays de 150 millions d'habitants autour d'un grand centre de tourisme fonctionnant toute l'année », expli-





Le chantier du stade olympique en 2011.

Gaga, artiste travesti, se produit en 2011 au club Mayak, seul établissement gay de Sochi.



Ivan Kharchenko, ouvrier sur le site olympique en 2010. Après trois mois sans salaire, il a réclamé son dû. Il a été viré.



que Rémy Charmentant. « Ce qu'ils ont fait en sept ans, c'est ce que la Savoie a fait en plusieurs décennies », ajoute le directeur sportif du comité d'organisation d'Albertville 1992.

Sochi n'a pas été choisi au hasard. Ce lieu de repos des dignitaires, de Staline à Brejnev et Poutine, qui y dispose d'une résidence, « a une résonance émotionnelle », relève Arnold van Bruggen : « Il est présent dans l'imaginaire russe à travers des films et des chansons. Le Caucase est comparable au Far West des Etats-Unis, associé à l'esprit des pionniers. » La station de Krasnaïa Poliana est aussi le site de la bataille qui mit fin à la conquête du Caucase en 1864. Le premier groupe d'opposants à être apparu en appelant à un boycott sous le slogan « No

Sochi » est formé de membres de la diaspora circassienne, soucieux que ne soit pas occulté le 150^e anniversaire de ce qu'ils nomment un « génocide oublié ».

Sochi se trouve à 25 kilomètres de la frontière de l'Abkhazie, dont l'indépendance, conséquence de la guerre russo-géorgienne d'août 2008 qui rompit la trêve olympique des Jeux de Pékin, n'a été reconnue que par la Russie et cinq autres Etats. Pour Poutine, ces Jeux sont d'abord l'occasion d'affirmer la puissance russe et de montrer que la région est sous contrôle. Un système de détection électronique de tout individu a été mis en place dans les montagnes environnant Sochi. Un premier suspect a été aussitôt repéré : un sanglier. ■

La chanteuse Marina Bayur au restaurant Eurasia à Sochi, en 2011. Cette photo a reçu un prix au World Press Photo en 2012.

Menaces d'attentats et protestations en série

Une semaine après les attentats qui ont provoqué la mort de 34 personnes à Volgograd, à 700 kilomètres de Sochi, la cité caucasienne est entrée en configuration olympique le 7 janvier, un mois jour pour jour avant la cérémonie d'ouverture, en prenant l'allure d'un camp retranché. L'accès des véhicules y est désormais interdit, sauf autorisation spéciale, et la navigation en mer Noire est limitée. Le centre des médias, dont la superficie est « sept fois plus importante que la place Rouge de Moscou », a en revanche ouvert ses portes.

La sécurisation du site, qui a été menacé par l'islamiste tchétchène Dokou Oumarov, autoproclamé « émir du Caucase », passe par le déploiement de 37 000 policiers, auxquels s'ajoutent des unités militaires. Ce dispositif sera maintenu jusqu'au 23 mars, une semaine après la clôture des Jeux paralympiques.

Des chefs d'Etat absents

Environ 6 000 membres des délégations, dont 3 000 athlètes, sont attendus, ainsi qu'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, selon Dmitri Tchernychenko, le président du comité d'organisation, qui n'a pas cité de noms. Barack Obama, David Cameron et François Hollande ont fait savoir qu'ils ne feraient pas le déplacement, alors qu'Angela Merkel a réservé sa réponse. Ces absences ont pu être interprétées comme des bouderies. En

réalité, aucun président français ne s'est rendu à une cérémonie d'ouverture de Jeux d'hiver, à l'exception de ceux organisés à domicile. La France sera représentée par la ministre des sports, Valérie Fourneyron.

La vice-présidente de la Commission européenne, Viviane Reding, a annoncé qu'elle ne se rendrait pas à Sochi « tant que les minorités seront traitées comme elles le sont par l'actuelle législation russe ». Le mouvement de protestation a pris une ampleur internationale, à partir de juin 2013, avec la promulgation d'une nouvelle loi russe (qui s'applique aux étrangers) pénalisant la « propagande de relations sexuelles non traditionnelles » auprès des mineurs, car ce texte est contraire au sixième principe de la charte olympique relatif à la non-discrimination.

M. Poutine a garanti tout faire pour que « les visiteurs se sentent bien, quelles que soient leur nationalité, leur appartenance ethnique ou leur orientation sexuelle ». Il a surtout donné des gages concrets en gracieux le 20 décembre l'oligarque et opposant Mikhail Khodorkovski et, trois jours plus tard, les deux agitatrices du groupe punk Pussy Riot encore emprisonnées. Enfin, après avoir signé un décret interdisant toute forme de contestation pendant les Jeux, il s'est ravisé, sous la pression du Comité international olympique, en autorisant les manifestations dans une « zone spéciale ». ■

B. LT